Conférence "anti-BDS" en Israël

01.04.2016

Categories: Attaques contre BDS, BDS-Arguments



La toute première “conférence anti-BDS” organisée en Israël a rassemblé des politiciens de toutes les formations politiques du parlement, venus étaler leur engagement dans la lutte contre les boycotts. Et ce faisant, ils ont tout juste réussi à démontrer à quel point le mouvement de boycott est efficace. (article emprunté au site http://www.pourlapalestine.be

Qu’importent les efforts des participants à cette conférence pour tenter de minimiser l’importance de BDS, le fait est que leur participation et leurs propos constituaient un aveu clair que les politiciens, les journalistes, les experts de la sécurité, les hommes d’affaires, et leaders d’opinion israéliens sont, quoi qu’ils puissent en dire, conscients des dommages à l’économie et à l’image d’Israël (son bien le plus

précieux, dit-on parfois) que crée le mouvement BDS.

C'est le quotidien à grand tirage Yedioth Ahronoth et sa plate-forme sur l'internet Ynet qui étaient à l'origine de cette conférence entièrement consacrée à la lutte contre le mouvement BDS, qui a eu lieu au centre de congrès de Jérusalem. La seule existence de ce spectacle – la première conférence nationale co-sponsorisée par "StandWithUs", Sodastream et la Banque Hapoalim, et à laquelle plus d'un millier de personnes ont participé – a assuré à BDS plus d'attention en Israël que ses partisans l'auraient jamais espéré.

Il est en effet révélateur que le mouvement global de boycott d'Israël soit devenu assez significatif pour justifier un tel événement, où ont pris la parole des personnalités comme le Président israélien Reuven Rivlin, des ténors de la Knesset, des membres de l'opposition, le patron du Congrès Juif Mondial Ron Lauder, la comédienne Roseanne Barr,… Il ne manquait, bien entendu, que des orateurs pour représenter le mouvement BDS lui-même, dont ils ont fait le procès en son absence.

Selon les organisateurs, "sans couteaux ni missiles, mais avec une charge explosive composée de mensonges honteux – génocide, apartheid et crimes contre l'humanité [1] – le mouvement BDS conquiert un nombre croissant de soutiens en Europe, aux États-Unis et ailleurs. Depuis les campus de Californie jusqu'aux supermarchés de Paris, le boycott académique, économique et culturel devient une menace palpable pour le statut international d'Israël.

Pourtant, la dissonance cognitive est devenue évidente dès le début de la conférence. Le rédacteur en chef de Yedioth Ahronoth, Ron Yaron, a affirmé à la foule assemblée que la puissance de BDS ne peut être sous-estimée, et qu'Israël ne veut pas se retrouver dans la position où était l'Afrique du Sud dans 5 ou 10 ans. Et Yaron a aussitôt lancé un avertissement : il n'y a aucun rapport entre l'Afrique du Sud et Israël. Et le Ministre des Affaires Stratégiques, Gilad Erdan, a aussitôt enchaîné en affirmant qu'il "*ne faut pas exagérer*" l'importance de BDS.

En fait, le désarroi des participants était palpable devant une menace à laquelle il n'est pas possible réagir selon les méthodes auxquelles Israël est habitué : des tonnes bombes, des avalanches de missiles, des obus tirés par des chars, des drones d'espionnage, des barrières, des clôtures, des murs…

L'ambassadeur de l'Union Européenne, Lars Faaborg-Andersen, était venu pour tenter de convaincre l'assistance que la décision de l'U.E. concernant l'étiquetage des produits des colonies dans les territoires occupés n'est pas de nature politique (ce qui bien entendu explique les discussions acharnées entre ministres européens auxquelles elle a donné lieu). Il a saupoudré son propos de quelques lapalissades comme "*le moyen le plus efficace de contrer le mouvement BDS est de résoudre le conflit israélo-palestinien*". Et évidemment il a réitéré l'attachement de l'U.E. à la "*solution à deux États*", dont tout le monde dans la salle savait qu'elle est morte et presque enterrée (le "presque" explique l'odeur qu'elle dégage) et qu'en Israël aucune force politique de gouvernement n'en a en réalité jamais voulu.

Les orateurs se sont ensuite succédés à la tribune pour affirmer, dans un même souffle, que quoique BDS connaisse le succès ce n'est pas un succès; que BDSn'est pas une menace mais que la menace que constitue BDS ne doit pas être prise à la légère; que BDS n'a pas d'impact négatif sur l'économie israélienne, mais qu'Israël doit consacrer de plus gros budgets pour combattre l'impact économique BDS…

Le Ministre du Renseignement, Yisrael Katz, a déclaré que Israël doit entreprendre des "*éliminations ciblées de civils*" visant des militants de BDS, avec l'aide des services secrets israéliens. Il s'agit du même ministre qui, juste après les attentats terroristes du 22 mars dernier à Bruxelles, avait finement ironisé sur la propension des Belges à aimer le chocolat et à profiter de la vie, ce qui selon lui expliquerait la facilité avec laquelle des jihadistes ont pu agir…

Tzipi Livni – elle-même un ancien agent du "service action" du Mossad – a affirmé que c'est actuellement "*réellement tendance d'être végétalien et de haïr Israël*". A un moment donné, Ron Lauder, le chef du Congrès Juif Mondial, a comparé les efforts pour mettre en place le boycott d'Israël aux "lois de Nuremberg" [1], tandis que Roseanne Barr, oratrice vedette de la conférence, a qualifié BDS de "*fausse gauche*" et de "*fasciste*".

Omar Bargouti, porte-parole le plus connu de BDS, a évidemment été la cible privilégiée de la conférence (il a été question de lui à plusieurs reprises quand les orateurs ont évoqué les récents efforts du gouvernement pour lui retirer son titre de séjour permanent), mais les mouvements de défense des droits humains ont eu droit eux aussi à leur part d'attaques, car ils sont accusés d'aider BDS.

Au cours de la première heure de la conférence, on a demandé au Président israélien Reuven Rivlin si "Breaking the Silence" est "*une organisation légitime*", puisqu'elle récolte les témoignages anonymes de soldats israéliens et les diffuse à l'étranger. Rivlin a répondu qu'il est important de faire la distinction entre "*la critique légitime*" et "*l'incitation*". Et il a ajouté que la critique doit rester à usage interne.

Un chroniqueur de Yedioth Ahronoth, Ben Dror Yamini, a tenu à souligner à quel point il est fier de vivre dans un pays démocratique, où la liberté de parole est à ce point sanctifiée qu'on laisse même d'exprimer ceux qui soutiennent BDS. Il a juste oublié de mentionner que la loi israélienne punit ceux qui appellent au boycott d'Israël…

Le mot "*occupation*" n'a pas été utilisé une seule fois au cours de la conférence – quoique plusieurs orateurs ont pris avec véhémence la défense de la "*démocratie israélienne*" contre ceux qui affirment qu'il s'agit d'une "sous-démocratie" ou un d'un état d'apartheid.

Pendant qu'on en discutait gravement "entre soi" à Jérusalem, l'écrivaine israélienne Ronit Matalon, lauréate du le prix Bernstein en 2009, donnait une interview dans "Le Monde", où elle proclame «*nous vivons sous un régime d'apartheid*». Repris sur Facebook, le propos a été "*liké*" 1.500 fois en quelques minutes.

Le Yedioth Ahronoth et ses copains ont encore du souci à se faire.

L.D.

Sources : compte rendu du site +972 par Mairav Zonszein, et de Mondoweis par Antony Lowenstein, Jerusalem Post, Le Monde.

[1] A l'exception de l'accusation de génocide, que l'on chercherait sans doute en vain dans les documents émanant du Mouvement BDS, ces accusations d'apartheid et de crimes contre l'humanité sont corroborées très largement par de multiples organisations de défense des droits humains, par des commissions d'enquête de l'ONU, par la Cour de Justice Internationale,… et BDS n'en a donc en aucune manière l »exclusivité – NDLR

[2] Les Lois de Nuremberg sont trois textes adoptés par le Reichstag (le parlement allemand) – la *Reichsflaggengesetz* (Loi sur le drapeau du Reich); la *Reichsbürgergesetz* (Loi sur la citoyenneté du Reich); la *Gesetz zum Schutze des deutschen Blutes und der deutschen Ehre* (Loi sur la protection du sang allemand et de l'honneur allemand) – à l'initiative d'Hitler, lors d'une session tenue à Nuremberg à l'occasion du 7e congrès annuel du parti nazi, le 15 septembre 1935. La loi sur la citoyenneté du Reich et la loi sur la "protection du sang et de l'honneur allemand" sont des éléments essentiels de la transposition de l'antisémitisme nazi la législation du Troisième Reich. Elles permettent de poursuivre et d'accentuer le processus d'exclusion des Juifs de la société allemande entamé dès avril 1933 – NDLR